

Appel à contributions

RENCONTRES SCIENCES-SOCIÉTÉ « POUR DES SOLIDARITÉS ALIMENTAIRES » Montpellier, 22-23 septembre 2022

Contexte de l'événement

Malgré une offre alimentaire pléthorique et toujours plus diversifiée, l'accès à une alimentation dite « durable » n'est ni simple ni garanti pour tous. Ainsi, 30% de la population française déclarent avoir des difficultés financières pour se procurer une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour¹. Au-delà des contraintes économiques, cette situation témoigne de la déconnexion entre les mangeurs et les systèmes alimentaires² des points de vue géographique, social, cognitif, politique et économique. La précarité alimentaire désigne ainsi une conjonction « entre une situation de pauvreté économique et une série d'empêchements sociaux, culturels et politiques dans l'accès à une alimentation durable »³.

En France, la principale réponse apportée à cette précarité est une aide alimentaire en nature, opérée par un secteur associatif qui, notamment, redistribue les excédents du système alimentaire industriel et des produits achetés à bas coûts. Ce dispositif permet de pallier à l'urgence des besoins des personnes en situation de grande précarité, mais ne traite en aucun cas les causes profondes des inégalités d'accès à une alimentation plus durable. La structuration d'une « approche préventive » de la précarité alimentaire⁴ constitue donc un enjeu majeur, qui appelle à mettre en œuvre des dispositifs fondés sur de nouvelles solidarités alimentaires (à même de prendre en compte les dimensions démocratiques et systémiques de l'alimentation, de mobiliser le principe d'universalisme proportionné, etc.) et à poser la question des droits à une alimentation « durable ».

Ces dernières années, notamment en lien avec la crise de la Covid-19, les questions d'accès à l'alimentation sont remontées en force dans l'agenda politique, donnant lieu à la création de divers programmes, dispositifs ou instances⁵. Le sujet a aussi mobilisé un nombre croissant d'acteurs et d'actrices dans les territoires, qu'ils et elles soient issus.es de la société civile, des collectivités territoriales, des filières alimentaires, du travail social, d'associations ou de la philanthropie. Toutefois, les contraintes pesant sur la transformation des modalités et des formes d'accès à une alimentation durable sont multiples : tensions entre politiques publiques,

¹ IPSOS/Secours Populaire Français, 2021, Résultats du 15e baromètre sur la perception de la pauvreté et la précarité par les Françaises et les Français

² Camille Hochedez, Julie Le Gall, 2016, Justice alimentaire et agriculture, Justice spatiale | spatial justice, n° 9

³ Dominique Paturel, 2017, Insécurité alimentaire et précarité alimentaire. États généraux de l'alimentation, Atelier 12, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Paris, France. 5p. <https://hal.inrae.fr/hal-02791270>

⁴ France Caillavet, Nicole Darmon, Christophe Dubois, Catherine Gomy, Doudja Kabeche, Dominique Paturel et Marlène Perignon, 2021, Rapport « Vers une sécurité alimentaire durable : enjeux, initiatives et principes directeurs », Terra Nova, 111p.

⁵ Mise en place par la DGCS d'un Comité de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire (Cocolupa), travaux du CNA et du PNA sur le sujet, enveloppes dédiées du Plan de relance, etc.

initiatives collectives et responsabilisation individuelle des consommateurs ; risque de marchandisation de l'alimentation des plus pauvres ; nouvelles formes d'exclusion produites par les systèmes alimentaires alternatifs ; invisibilisation des plus précaires, dont les exilés et immigrants, dans le paysage alimentaire contemporain ; etc.

En quoi le décloisonnement des regards entre sciences et avec la société peut-il aider à lever ces tensions ? En quoi permettrait-il d'accéder à plus de justice agri-alimentaire et de fonder les bases d'une démocratie alimentaire ?

Une communauté scientifique diverse

Face à l'importance de cet enjeu de société et dans la lignée du travail d'une poignée de précurseurs.ses, de nombreux.ses chercheurs et chercheuses se sont investis.es ces dernières années sur le sujet de la lutte contre les inégalités d'accès à une alimentation durable. Ils et elles présentent des profils variés, tant en termes d'ancrage disciplinaire (nutrition, économie, sciences sociales, sciences de gestion, géographie, agronomie, etc.), que d'angle d'entrée sur le sujet (la nutrition-santé, les systèmes alimentaires, les inégalités sociales, etc.) ou que de structure d'appartenance (institutions de recherche académique, laboratoires associatifs de recherche-action-intervention, bureaux d'études/*think tanks*, chercheurs.ses indépendants.es, etc.). Cette diversité est une richesse : donner à voir la façon dont le sujet est abordé selon différentes perspectives (et l'écho que cela trouve dans les expériences des acteurs.rices et praticiens.nes de terrain) est au cœur des ambitions de ces rencontres.

Objectifs et déroulé de l'événement

Cet événement a pour objectif de faire connaître et de décloisonner ces différentes communautés de recherche, et d'offrir un espace d'échange entre acteurs.rices de terrain et chercheurs.ses autour des enjeux d'inégalités et de solidarités alimentaires et, plus largement, de droit à une alimentation durable. Pour ce faire, les rencontres se dérouleront en deux temps :

- un premier jour dédié à la rencontre et à la mise en réseau de la communauté scientifique, à l'identification des questions de recherche dont elle se saisit, au partage sur les démarches et les méthodologies employées ;
- un deuxième jour consacré au partage d'expériences et de constats par les acteurs.trices (issus.es du tissu associatif, du monde politique, du monde agricole, etc.) en dialogue avec la communauté scientifique, et à la mise en valeur du vécu des personnes concernées par la précarité.

Ces rencontres s'appuieront sur diverses modalités de diffusion des savoirs, en articulant :

- des temps de présentation/partage (conférence),
- des temps de discussion/débat (tables rondes),
- des temps de déambulation/rencontres (exposition).

Cet événement se veut être une occasion privilégiée de mise en réseau : bien qu'une option de retransmission en visioconférence sera mise en place, la participation en présentiel est ainsi fortement encouragée.

Des contributions pour « nourrir » l'événement

Le programme de ces rencontres sera construit autour de contributions proposées par des acteurs.trices de la recherche (institutionnelle ou non) et de la société civile (porteur.se de projet, tissu associatif, acteur.rice du monde agricole, personne concernée par la précarité, etc.) investis.es sur le sujet de l'accès à une alimentation durable. Ces contributions seront valorisées au cours des temps de « conférence » et des temps d' « exposition ». Elles pourront prendre l'une des formes suivantes :

	Conférence	Exposition
Contribution recherche	<p>Communication <u>format texte</u> donnant à voir les questions de recherche et les méthodologies (résultats à titre d'illustration)</p> <p>→ À noter que ces contributions seront regroupées sur une base thématique et feront l'objet d'une <u>synthèse réalisée par une tierce personne (membre du comité scientifique ou autre)</u>. C'est cette synthèse qui sera présentée lors de l'événement. Les auteurs ne présenteront donc pas directement leur communication mais pourront apporter oralement des précisions.</p>	<p>Communication <u>format poster</u> donnant à voir les questions de recherche et les méthodologies (résultats à titre d'illustration)</p> <p>→ Les posters seront exposés dans un espace dédié à la rencontre entre chercheurs.ses et acteurs.trices</p>
Contribution société civile	<p>Témoignage, partage d'expérience</p> <p>→ Prises de paroles en tribune ou présentation de synthèses selon le nombre ou projection de capsules vidéos/extraits de films</p>	<p>Verbatims, photos, carnets de recettes, bandes dessinées, cartes narratives sensibles, autre...</p> <p>→ Ces contributions seront affichées dans l'espace de rencontre</p>

Les contributions pourront s'inscrire dans l'un des axes thématiques suivants (liste non-exhaustive) :

- A. Caractérisation et mesure de la précarité alimentaire ou des inégalités alimentaires ; vulnérabilité et processus de précarisation.
- B. Inégalités sociales et de santé (dont alimentation/activité physique) ; déterminants de la santé (personnels, sociaux, économiques, environnementaux).
- C. Critiques du modèle dominant ; nouvelles modalités de lutte contre la précarité alimentaire ; innovations sociales et organisationnelles ; économie sociale et solidaire.
- D. Inclusion des personnes ; participation démocratique et conditions de mise en œuvre ; renversement des approches descendantes ; enjeux de citoyenneté.
- E. Approche universelle, territoriale et systémique ; lien entre les mondes agricoles et urbains et le monde social.
- F. Droit et politiques publiques en lien avec les enjeux d'accès à l'alimentation.
- G. Gastronomie ; perspective sociale et expérientielle de l'alimentation ; cuisine comme vecteur d'émancipation.
- H. Précarité dans le système alimentaire et question migratoire.
- I. Évaluation d'impact des dispositifs ; mesures prises pour améliorer l'accès à une alimentation « durable ».

Les auteurs.rices sont invités.es à envoyer avant le 15 juin 2022 une note d'intention d'une page décrivant leur projet de contribution en précisant 1) l'axe thématique concerné, 2) la forme de la contribution proposée (cf. tableau ci-dessus) et 3) un descriptif du contenu de la contribution (pour les contributions scientifiques : question de recherche, méthodologie et éventuellement principaux résultats / pour les contributions de la société civile : contexte, objectif, publics concernés) **à l'adresse chaire-unesco-solidarites-alimentaires@supagro.fr.**

Après étude des notes d'intention avec le comité scientifique, les organisateurs de l'événement reviendront vers les contributeurs.rices au plus tard le 15 juillet 2022 pour leur confirmer ou non la sélection de leur projet de contribution et leur préciser le format des contributions finales (qui reste à affiner). **Les contributions finales devront être envoyées avant le 31 août 2022.**

À noter que les contributions retenues dans le cadre de cet événement feront l'objet d'une valorisation sur les sites Internet de l'événement et de la Chaire Unesco Alimentations du monde, ainsi que :

1. dans une revue scientifique ou dans un ouvrage (à définir) pour les contributions scientifiques ;
2. dans un livrable (dont le format reste à définir) pour les contributions non-scientifiques.

Pour tout renseignement, l'équipe d'organisation est disponible à l'adresse :

chaire-unesco-solidarites-alimentaires@supagro.fr

Composition du comité scientifique de l'événement

Bénédicte Bonzi (Auxilia Conseil)

Nicolas Bricas (Cirad)

Damien Conaré (Institut Agro Montpellier)

Chantal Crenn (Université Paul Valéry, Montpellier)

Nicole Darmon (INRAE)

Camille Hochedez (Université de Poitiers)

Erwan Le Mener (Observatoire du Samu Social de Paris)

Olivier Lepiller (Cirad)

Ophélie Mugel (École FERRANDI Paris)

Julien Noël (Université de Rennes 2 ; Fondation Daniel & Nina Carasso)

Dominique Paturel (INRAE)

Marlène Pérignon (INRAE)

Magali Ramel (Université de Tours)

Séverine Saleilles (Université Lyon 2)

Pauline Scherer (Vrac & Cocinas)